

Remontée en puissance de la Russie et perspectives du dialogue avec l'Union européenne

Russian ramp-up in power and prospects of dialogue with the EU

By / Par **CEIS**

L'accession de Vladimir Poutine au poste de Premier ministre de la Fédération de Russie en 1999 marque symboliquement le début d'un redressement de la Russie sur tous les plans et en premier lieu politique, militaire et diplomatique. La question du redressement économique serait beaucoup plus discutable.

Sur le plan politique, l'ancien cadre du KGB propulsé un 31 décembre au sommet de l'Etat russe par la « Famille » s'attache sitôt sa nomination effective, à rétablir une « verticale du pouvoir » dans une Russie traumatisée par dix années chaotiques de construction démocratique, marquées du sceau de la corruption, de la déliquescence de l'Etat au profit d'acteurs privés parfois peu scrupuleux ainsi que par de vives tensions politiques.

Sur le plan militaire et diplomatique, la remontée est plus lente, mais inexorable. Elle s'appuie d'une part sur une modernisation de l'appareil de défense russe, et d'autre part sur la volonté politique clairement affichée par le Kremlin de rendre à la Russie son statut de grande puissance non seulement dans son environnement immédiat, mais également au niveau mondial.

Cette remontée en puissance de la Russie a été jalonnée de crises, ponctuée de tensions avec son « étranger proche » pour reprendre l'expression d'Andreï Kozyrev.

A plusieurs reprises, la Russie de Vladimir Poutine a été montrée du doigt par les nations européennes en raison d'atteintes aux droits de l'homme répétées, d'arrestations d'opposants politiques jugées arbitraires, ou encore d'assassinats de journalistes trop rarement élucidés.

Sur le plan extérieur, le redressement de la Russie s'est opéré en premier lieu par le biais d'un retour de l'influence russe – parfois sous des formes agressives – dans son étranger proche, dans les limites de ce qui constituait naguère l'Union soviétique. Ce retour en

The rise of Vladimir Putin to the post of Prime Minister of the Russian Federation in 1999 symbolically marked the start of the Russian recovery on all fronts, but above all political, military and diplomatic. The question of economic recovery was a little more debatable.

On the political front, the "Family" catapulted the former KGB officer to the head of the Russian Federation on 31 December 1999. He immediately began the process of restoring "vertical power" in a Russia traumatized by a decade of tumultuous democracy building marked by state corruption and delinquency in favour of occasionally unscrupulous private players, as well as high political tensions.

The slow but relentless military and diplomatic ramp-up was underpinned by the modernisation of the Russian defence apparatus, and the Kremlin's clear political will to restore Russia's great-power status both with its immediate neighbours and globally.

However, this ramp-up in power was fraught with crises and tensions with the "near abroad," a term coined by Andrei Kozyrev.

The European nations have pointed the finger at Vladimir Putin's Russia on several occasions due to repeated human rights violations, the arrests of political opponents deemed arbitrary, or even the assassinations of journalists, which often remain unsolved.

Internationally, this ramp-up primarily involved Russia regaining—sometimes aggressively—its influence in the near abroad, within the limits of what was once the Soviet Union. This strong resurgence resulted in two major crises on Europe's doorstep: Georgia in 2008 and Ukraine in 2014.

Russia has been a key actor on the European stage both historically and geographically, and is a natural and unavoidable European partner from a political and strategic viewpoint, at least with regard to issues on the stability of the European continent. Moscow is

force s'est traduit par deux crises majeures, aux portes de l'Europe : la Géorgie en 2008, l'Ukraine en 2014.

Historiquement, géographiquement également, la Russie est un acteur majeur de l'échiquier européen : un interlocuteur naturel et obligé de l'Europe sur le plan politique et stratégique ne serait-ce que pour toutes les questions qui relèvent de la stabilité du continent. D'un point de vue économique également, Moscou s'impose comme un partenaire de premier ordre pour l'Europe.

Il apparaît donc nécessaire, évident même, de maintenir un dialogue entre La Russie et l'Europe. Reste que la multiplication des sujets de crispations entre ces dernières, rend très complexe la réunion de conditions favorables à cet exercice sur la durée. Enfin de nombreuses incertitudes demeurent, qui, toutes conditionnent les conditions futures de ce dialogue : l'évolution de l'UE, celle de la Russie dans l'avenir avec ou sans Vladimir Poutine, celle enfin du positionnement américain alors que l'avenir stratégique pour Washington se joue également (et peut-être surtout) en Asie.

Les origines de la remontée en puissance russe conditionnent les termes du dialogue actuel

L'année 1999 est un tournant pour la Russie et relève également d'un symbole : elle signe la fin d'une époque de recul de l'influence russe et marque le début d'une remontée en puissance dont Vladimir Poutine sera l'artisan principal.

Le dernier « coup porté » au recul de l'influence russe sera le sommet d'Istanbul des 18-19 novembre 1999, presque dix ans jour pour jour après la chute du mur de Berlin.

Mais quelques mois plus tôt, - Vladimir Poutine est alors à la tête du FSB - un premier événement capital se joue, cette fois encore, à des milliers de kilomètres de Moscou.

Dans la nuit du 11 au 12 juin 1999, une unité parachutiste russe déployée en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de la SFOR, traverse la Serbie pour s'emparer de l'aéroport de Pristina afin d'empêcher l'arrivée d'avions de l'OTAN transportant les troupes occidentales de maintien de la paix.

Cet événement est capital d'une part pour ce qu'il représente, le signal qu'il renvoie, d'autre part en ce qu'il traduit la posture et la vision d'une nouvelle génération de cadres russes arrivant aux affaires : une génération profondément marquée par le traumatisme de la disparition de l'Union soviétique –

also a major European partner from an economic perspective, and so it is necessary, obvious even, to nurture Russian-EU dialogue. However, the increase in areas of tension between the latter makes it extremely difficult to unite all the conditions favourable to this exercise in the long term. A great deal of uncertainty remains that will determine the future conditions of this dialogue: the development of the EU, the future of Russia with or without Vladimir Putin, the position of the U.S. inasmuch as for Washington the strategic future is also (and perhaps more especially) in Asia.

The origin of the Russian ramp-up in power affects the terms of the ongoing dialogue

The year 1999 was a symbolic turning point for Russia, marking the end of a period of decline in Russian influence and the dawn of a ramp-up in power spearheaded by Vladimir Putin.

The final "blow" to the decline in Russian influence was the Istanbul summit held on 18-19 November 1999, almost ten years to the day after the fall of the Berlin wall.

However, the first key event took place a few months earlier thousands of miles away from Moscow, when Vladimir Putin was still Director of the FSB.

On the night of 11-12 June 1999, Russian paratroopers deployed in Bosnia-Herzegovina as part of the SFOR, marched across Serbia to take Pristina airport to prevent NATO planes transporting western peacekeeping forces from landing.

This event was crucial because of what it represented, the signal it portrayed, and the fact that it reflected the position and the outlook of a new generation of Russian leaders taking command, a generation deeply scarred by the trauma of the dissolution of the Soviet Union—more in its geopolitical than ideological sense—which made Russia a *Primus inter pares* among 15 republics. With the dissolution of the Pact and the survival of NATO (founded to protect Europe from the Soviet threat), this generation suffered humiliation and experienced the desire of the "victors" to keep the old enemy down. Furthermore, with the enlargement of western structures, especially NATO, to the former Eastern Bloc countries, the establishment of PPP with former Soviet republics of Central Asia and South Caucasus, this generation witnessed the "obstinate" will of the West to suppress Russian power.

While sharing them to varying degrees, Vladimir Putin knew as soon as he took office and became leader of the Russian Government how to exploit these images and these emotions prevalent among the Russian

moins dans son acception idéologique que géopolitique qui faisait de la Russie un Primus inter pares parmi 15 républiques ; une génération qui, dans la disparition du Pacte et la survivance de l'OTAN (née pour protéger l'Europe de la menace soviétique) a vu humiliation et volonté des « vainqueurs » de maintenir à terre l'ancien ennemi ; une génération qui dans l'élargissement des structures occidentales et notamment de l'OTAN aux anciens pays de l'Est, dans l'établissement des PPP avec les anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale et du sud Caucase, a vu la volonté « obstinée » de l'occident de contenir la puissance russe.

Tout en les partageant à des degrés divers, Vladimir Poutine saura, dès son accession au pouvoir, et déjà à la tête du gouvernement russe, jouer de ces images, de ces sentiments également répandus dans la population russe, pour asseoir son pouvoir et reconstruire, pas à pas, la puissance russe, trahie de l'intérieur avec la bénédiction de l'étranger. A bien des égards, la Russie des années 90, ressemble à l'Allemagne de Weimar.

C'est sur ce terreau favorable à son dessein que Vladimir Poutine va pousser à la remontée en puissance de la Russie tout d'abord sur le plan intérieur : le 26 août 1999, soit 10 jours après sa prise de fonction en tant que Premier ministre, les troupes russes se lancent dans la seconde guerre de Tchétchénie dont elles sortiront vainqueurs. Il s'agit pour le Kremlin de ramener l'ordre au sein de la Fédération menacée par les velléités sécessionnistes de certains de ses sujets, de faire un exemple, de rétablir l'autorité du pouvoir central russe malmené depuis 1993 et la fameuse invitation lancée par Boris Eltsine aux gouverneurs : prenez toute la liberté que vous pourrez.

Il s'agira là de la première entreprise de restauration de la « verticale du pouvoir » qui se poursuivra par la suite par la mise au pas des grands oligarques, des gouverneurs, par un durcissement du régime, notamment à l'endroit de ses opposants mais également par une modernisation du pays et du complexe militaro-industriel à marche forcée, dictée par l'Etat central.

Une montée des tensions sur fond d'incompréhension réciproque

Durant les premières années au pouvoir de Vladimir Poutine, consacrées au redressement intérieur russe, les relations entre Moscou et les occidentaux sont relativement bonnes. A son accession au pouvoir, Vladimir Poutine est un espoir pour la population russe épuisée de dix longues années de crises

population to establish his power and gradually rebuild Russian supremacy, betrayed from the inside with foreign blessing. In many ways 90s Russia resembles Weimar Germany.

It is on these grounds propitious to his plans that Vladimir Putin initially pushed the Russian ramp-up on the home front. On 26 August 1999, 10 days after Putin took office as Prime Minister, Russian troops engaged in the Second Chechen War from which they emerged victorious. For the Kremlin, it was a matter of restoring order within the Federation threatened by the secessionist desires of some of its subjects, setting an example, and restoring the authority of Russian central government battered since 1993 and the famous invitation from Boris Yeltsin giving governors considerable leeway.

This was this first attempt to restore "vertical power." Dictated by central government, it continued with the subjugation of the great oligarchs and governors, and a toughening of the regime, particularly with regard to the opposition, but also with the accelerated modernisation of the country and the military-industrial complex.

A rise in tensions against a backdrop of mutual incomprehension

The first years of Vladimir Putin's reign focused on Russian domestic resurgence, and relations between Moscow and the West were quite good. Vladimir Putin's rise to office brought hope to the Russian people exhausted after ten long years of political crises with two coups in 1991 and 1993, as well as social and economic crises due in part to the shock therapy of Yegor Gaidar. But Vladimir Putin also brought hope to the international community, increasingly worried about Russia being left to its own devices. In 2001, two years after Vladimir Putin took office, the attacks in New York that sent shock waves across the world brought about an unprecedented alliance between Russia and America under the same banner: counter-terrorism. This marked a sort of honeymoon period between Moscow and the West. Moscow set itself up as an equal partner of the United States. The Russian president even authorized the American forces to use some Russian military facilities in central Asia, in particular in Uzbekistan and Tajikistan.

Moreover, this event subsequently helped to justify the stance taken by the Kremlin for several years to legitimise the use of force within the Federation or its interventions in some central Asian republics.

politiques (deux coups d'état en 1991 et 1993), de crise sociale et économique (en partie due à la thérapie de choc d'Egor Gaïdar). Mais Vladimir Poutine est également un espoir pour la communauté internationale de plus en plus inquiète d'une Russie livrée à elle-même. Deux ans après l'accession de Vladimir Poutine au pouvoir, l'onde de choc internationale que constituent les attentats de 2001 à New York va entraîner un rapprochement russo-américain sans précédent, sous une bannière commune : la lutte contre le terrorisme. On peut alors parler d'une lune de miel entre Moscou et l'occident. Moscou se pose en partenaire égal des Etats-Unis : le président russe ira même jusqu'à autoriser l'armée américaine à utiliser certaines infrastructures militaires russes en Asie centrale notamment en Ouzbékistan et au Tadjikistan.

Cet événement va par ailleurs concourir à justifier, a posteriori, le discours tenu par le Kremlin depuis plusieurs années pour justifier le recours à la force au sein de la Fédération ou ses interventions dans certaines républiques d'Asie centrale.

Un an plus tard, en 2002, un autre événement, de même nature, va renforcer encore les relations russo-occidentales : la prise d'otage dans le théâtre Dubrovka de Moscou : entre le 23 et le 26 octobre 2002, 850 spectateurs sont retenus en otages par une cinquantaine de terroristes tchéchènes ; le 26, les forces russes donnent l'assaut ; 130 otages perdent la vie.

Cette période charnière, consécutive aux attentats du 11 septembre, va ouvrir un nouveau chapitre dans les relations entre la Russie et l'UE, la première cherchant ainsi à contrer l'unilatéralisme américain consacré 10 ans plus tôt lors de la première Guerre du Golfe.

La Russie de Vladimir Poutine se montre alors très intéressée par les initiatives en matière de politique européenne de défense, mais également par le développement des liens économiques avec l'Union européenne notamment avec l'Allemagne, l'Italie. Pour le Kremlin, l'idée sous-jacente à cette stratégie demeure largement celle de la « Maison commune » européenne, défendue en son temps par Mikhaïl Gorbatchev : jouer l'Europe contre l'OTAN.

En 2003, l'approche anglo-saxonne sur le dossier irakien, confirme un axe Paris-Berlin-Moscou marqué par une convergence de vues certaine. Mais cet axe ne dure pas.

En 2005-2006 apparaissent les premiers signes d'un retour de la Russie dans son environnement proche, à travers le premier conflit gazier opposant Moscou à Kiev : Gazprom, société contrôlée par le gouvernement russe, refuse d'alimenter les gazoducs

A similar event that occurred a year later again consolidated relations between Russia and the West: the hostage crisis in the Dubrovka theatre in Moscow. From 23 to 26 October 2002, around fifty Chechen terrorists held 850 spectators hostage. Russian forces stormed the theatre on the final day of the crisis, which left 130 hostages dead.

This pivotal period following the September 11 attacks opened up a new chapter in Russia-EU relations, the first seeking to counter American unilateralism established 10 years earlier during the first Gulf War.

Vladimir Putin's Russia thus began taking a keen interest in initiatives regarding European defence policy, but also the development of economic ties with the European Union, in particular with Germany and Italy. From the Kremlin's perspective, the idea behind this strategy is still widely that of a "Common European Home," endorsed at the time by Mikhail Gorbachev: play Europe off against NATO.

In 2003, the Anglo-Saxon approach to the Iraq issue confirmed a Paris-Berlin-Moscow alliance with the convergence of certain viewpoints, but it did not last.

The initial signs of Russia returning to its neighbouring states came to light in 2005-2006 with the first gas disputes pitting Moscow against Kiev. Gazprom, a company controlled by the Russian Government, cut-off the gas supply to Ukraine due to a dispute over the price of transit. Two other "gas disputes" followed in 2007 and in 2009.

In 2007, Moscow went a step further by suspending its participation in the CFE treaty signed on 19 November 1990 by the sixteen members of NATO and the six members of the Warsaw Pact.

The following year, Russian troops were sent to Georgia to, according to the Kremlin, protect de facto the integrity and the independence of the two republics, South Ossetia and Abkhazia, against President Saakashvili. However, as a result of this military attack, Russia was able to re-establish its military presence in Georgia after having had to withdraw following the famous Istanbul summit in 1999. This Russian activity also aimed to prevent an alliance between Georgia and NATO. With military presence in Armenia and now Georgia, Russia was looking to spread its new area of influence to the borders that were once those of the Soviet Union, and the Tsarist Empire before that.

In 2014, Ukraine again marked a new phase of Russia flexing its military power with the full-scale annexation of Crimea, and the fact that this crisis was unfolding just a few hundred miles from European member states and members of NATO.

ukrainiens, en cause, un désaccord sur le prix de transit. Deux autres « conflits gaziers » suivront : en 2007, puis en 2009.

En 2007, Moscou franchit un pas supplémentaire en suspendant sa participation au TFCE, signé le 19 novembre 1990 par les seize membres d'alors de l'OTAN et les six membres du pacte de Varsovie.

L'année suivante, les troupes russes sont envoyées en Géorgie afin, selon le Kremlin, de protéger l'intégrité et l'indépendance des deux républiques de facto, l'Ossétie du sud et l'Abkhazie, face au président Saakachvili. Surtout, par cette offensive militaire, la Russie parvient à rétablir sa présence militaire en Géorgie, à laquelle elle avait dû renoncer lors du fameux sommet d'Istanbul de 1999. Cette manœuvre russe vise également à prévenir tout rapprochement de la Géorgie avec l'OTAN. Présente militairement en Arménie, désormais en Géorgie, la Russie entend faire correspondre sa nouvelle zone d'influence aux frontières de celle que lui conférait autrefois l'Union soviétique, et avant elle l'empire tsariste.

L'Ukraine en 2014 marque encore une fois une nouvelle étape dans la remontée en puissance de la Russie : d'une part parce qu'elle se traduit par l'annexion pure et simple de la Crimée, d'autre part par que cette crise se joue à quelques centaines de kilomètres de pays membres européens membres de l'OTAN et de l'UE.

Plus encore que la crise géorgienne, celle qui se déroule en Ukraine va profondément marquer et détériorer la relation Russie – UE : les Européens réagissent par l'établissement d'une liste de sanctions frappant nominativement plus d'une centaine de personnalités russes de premier plan.

La crise en Ukraine accroît encore les craintes de certains pays de l'UE, notamment ceux frontaliers de la Russie : la Pologne et les pays baltes.

En 2015, le président russe engage ses armées en Syrie afin de soutenir le président Assad, dont le pouvoir est, sur le terrain, sur le point de vaciller. A partir de septembre, l'armée de l'air russe bombarde l'opposition syrienne, notamment celle soutenue par la coalition emmenée par l'Etats-Unis. Les tensions s'accroissent encore entre Russes et occidentaux. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, Russie et Etats-Unis soutiennent officiellement et militairement deux camps opposés. Surtout, c'est la première fois depuis l'épisode afghan que la Russie déploie une force expéditionnaire aussi loin de ses frontières et surtout aussi conséquente. Moscou fait à l'occasion de cet engagement en Syrie, une véritable démonstration de force, déployant des systèmes

The crisis unfolding in Ukraine severely affected and deteriorated Russian-EU relations, even more so than the Georgian crisis. The Europeans responded by imposing a list of sanctions individually affecting over one hundred leading Russian figures.

The crisis further deepened the concerns of some EU countries, in particular those bordering Russia, such as Poland and the Baltic States.

In 2015, the Russian President deployed its forces in Syria to assist President Assad whose power on the ground was beginning to falter. Starting in September, the Russian Air Force began bombarding the U.S.-backed Syrian opposition forces resulting in even greater tensions between Russia and the West. For the first time since the end of the Cold War, Russia and the U.S. were officially backing opposing military sides, but it was above all the first time since the Afghan episode that Russia had deployed such a substantial expeditionary force so far from its borders. Syria was a real show of power for Moscow with the deployment of very modern weapons systems (such as the S-400).

It is against the backdrop of the Russian resurgence on the international stage and increased tensions with the West (NATO and the EU) that the Warsaw summit was held in July.

It was also highly symbolic that the NATO summit was held in an Eastern Bloc country two years after the start of the Ukrainian crisis. The key points were that the 28 member states of the Alliance formalized the "initial operational capability" of the NATO missile defence system in Europe, whilst reassuring Moscow that it was not directed towards them. The members of the Alliance also announced greater military presence in Eastern Europe with the deployment of 4 battalions of the Alliance in Poland and the Baltic States.

As a result, in some European countries, in particular the Baltic States and Poland, the Ukrainian crisis stirred up or fuelled concerns regarding the revival of Russian imperialism of which they could become the next victims.

The specificities of the dialogue with Russia

Russia and the EU are clearly fundamental partners, especially regarding stability and security on the European continent. Nevertheless, mutual divergences in opinion and perceptions or differences regarding strategic objectives are numerous.

The complexity of Russia-EU relations is probably due in part to the inherent differences that characterise

d'armes très modernes (tels que les S-400 par exemple).

C'est dans ce contexte de résurgence de la Russie sur la scène internationale, de tensions accrues entre elle et les occidentaux (OTAN et UE) que s'est tenu au mois de juillet le sommet de Varsovie.

Fait hautement symbolique, deux ans après le début de la crise ukrainienne, le sommet de l'OTAN s'est déroulé dans un « pays de l'Est ». Parmi les éléments à retenir, les 28 Etats membres de l'Alliance ont officialisé « la capacité opérationnelle initiale » de la défense antimissile de l'OTAN sur le territoire européen, prenant bien garde de rassurer Moscou sur le fait que ce bouclier ne lui était pas destiné. Par ailleurs, les membres de l'Alliance ont annoncé une présence militaire renforcée à l'est de l'Europe qui consistera au déploiement de 4 bataillons de l'Alliance en Pologne et dans les pays baltes.

De fait, la crise ukrainienne a réveillé ou alimenté dans certains pays européens, pays baltes et Pologne en tête, des inquiétudes quant à un renouveau de l'impérialisme russe dont ils pourraient être les prochaines victimes.

Les spécificités du dialogue avec la Russie

A l'évidence, Russie et UE apparaissent comme des partenaires incontournables notamment pour ce qui relève de la stabilité et de la sécurité du continent européen. Néanmoins, les divergences d'appréciation, de perception réciproques, ou quant aux objectifs stratégiques sont nombreuses.

La nature complexe de la relation entre l'UE et la Russie tient sans doute pour partie à la différence intrinsèque qui caractérise ces deux acteurs : l'UE est un regroupement d'Etats aux intérêts parfois différents et conservant une politique étrangère en propre, une défense en propre également, la Russie une puissance globale disposant de tous les attributs de la souveraineté.

De fait, le dialogue avec la Russie se construit sur plusieurs niveaux y compris sur la seule question de la stabilité sur le continent : au niveau bilatéral, de l'UE, de l'OTAN, dans un tête-à-tête avec les Etats-Unis, ou encore à travers l'OSCE.

Pour Moscou, l'UE n'est pas un partenaire sécuritaire de même nature que l'OTAN ou les Etats-Unis. Au mieux, elle n'est qu'une structure avec laquelle le dialogue est susceptible d'être instrumentalisé pour contourner l'OTAN ou tenter de distendre le lien entre le vieux continent et les Etats-Unis. L'idée de la Maison

these two actors. The EU is a union of states with varying interests from time to time, each with their own foreign policies and army, whereas Russia is a world power with all the attributes of sovereignty.

Therefore, dialogue with Russia is built on several levels, including the sole issue of continental stability, bilaterally with the EU and NATO, one-to-one with the U.S. or through the OSCE.

For Moscow, the EU is not a security partner in the same way as NATO or the U.S. At best, it is a structure with which the dialogue can be exploited to circumvent NATO or attempt to weaken the link between the old continent and the U.S. The idea of a common European home is a recurrent theme in Russia's discourse and strategy.

From the Kremlin's perspective, the EU is an arena not a power, a structure it finds hard to consider as its equal. In addition, Russia and the European Union have distinct agendas, as well as a completely different perception and portrayal of international relations.

Moscow still perceives NATO as a hostile structure, a priori and primarily turned against its interests, aimed at suppressing its ramp-up in power and depriving it of all areas of influence in a region in which it considers it to be natural and legitimate to expand (at least in terms of economic influence). Georgia and Ukraine are once again emblematic.

Western capitals saw the Rose and Euromaidan Revolutions as the democratic awakening of Georgians and Ukrainians, whereas the Kremlin saw foreign intervention, and more particularly that of the United States. In Moscow's opinion, these revolts were orchestrated from the outside to deprive Russia of what they consider as a historical and logical sphere of political and economic influence (beyond the Soviet Union), as legitimate as the backyard jealously guarded by the United States on the South American continent.

The differences in opinion between the Russians and the Europeans are clear, even beyond the European borders, with Syria being a prime example. However, against this unusual backdrop of considerable differences in opinion, particularly regarding security issues, unity is possible and even necessary for some.

The conditions of the future stability of the continent depend in part on the ongoing dialogue with Moscow, as well as the Russia's involvement in European security. Today, stability in the Balkans still rests in part on relations with Moscow.

commune européenne reste un thème récurrent dans le discours et la stratégie russe.

Vu du Kremlin, l'UE est une enceinte, non une puissance ; une structure qui lui est difficile de considérer comme son égale. Russie et Union européenne ont par ailleurs des agendas distincts, une perception, une représentation des relations internationales profondément différentes.

Quant à l'OTAN, elle demeure perçue par Moscou comme une structure hostile, tournée a priori et en premier lieu contre ses intérêts, destinée à contenir sa remontée en puissance et à la priver de toute zone d'influence dans ce qu'elle considère comme une zone d'expansion (au moins en termes d'influence économique) naturelle et légitime. Les cas géorgien et ukrainien sont encore une fois emblématiques.

Lorsque dans les capitales occidentales, la révolution des Roses et celle de Maïdan sont vécues comme un sursaut démocratique des Géorgiens et des Ukrainiens, les autorités du Kremlin y voient la main de l'étranger et plus précisément celle des Etats-Unis. Moscou considère que ces révolutions sont orchestrées de l'extérieur afin de priver la Russie d'une sphère d'influence politique et économique qu'elle considère comme historique (au-delà même de l'Union soviétique) et naturelle, tout aussi légitime que le pré-carré jalousement gardé par les Etats-Unis sur le continent sud-américain.

Au-delà même des frontières de l'Europe, les divergences d'appréciation entre Russes et Européens sont manifestes : l'exemple syrien en est la preuve.

Dans ce contexte singulier de fortes différences d'appréciation, notamment pour ce qui relève des aspects sécuritaires, des convergences sont toutefois envisageables et pour certaines, nécessaires.

Les conditions de la stabilité future du continent dépendent en effet en partie de la permanence d'un dialogue avec Moscou et d'une association de la Russie à la sécurité de l'Europe. On peut notamment penser aux Balkans dont la stabilité, aujourd'hui encore trouve, pour partie, sa solution à Moscou.

Autre convergence envisageable, la lutte contre le terrorisme islamiste international dont Moscou a une longue expérience.

Incertitudes sur l'avenir de la relation Russie – Union européenne

Les conditions du dialogue entre Moscou et l'UE sont liées à plusieurs paramètres aujourd'hui encore marqués par de grandes incertitudes.

Further cooperation is possible in the fight against international Islamist terrorism with which Moscow has extensive experience.

Uncertainties surrounding future Russia-EU relations

The conditions of a dialogue between Moscow and the EU depend on several factors still marked by major uncertainties.

Firstly, the political development and strategic positioning of the European Union after Brexit: Great Britain leaving the European Union means the loss of a leading political and military power and therefore, in the eyes of actors like Russia, the potential weakening of the EU, of which Moscow may be tempted to take advantage.

Secondly, the position and role the United States will play on the European continent post-Obama are also likely to condition the nature of a future Russian-EU dialogue. However, numerous uncertainties remain due to the divergent opinions and perceptions of the EU and Russia regarding the two main U.S. presidential candidates. Furthermore, objectively speaking, Asia, and more particularly China, is a matter of major interest to the U.S. and is likely to steal the spotlight from the European area within the context of a global rebalancing of the position of American power.

Finally, and perhaps more especially, the dialogue between Russia and the EU depends mainly on future political developments in Russia itself. What are the prospects of normalisation in Ukraine? Will Russia ensure stability in the Balkans? How will Russia react to the decisions made by the 28 members of the Warsaw Alliance? Above all, will Vladimir Putin be re-elected in the forthcoming presidential elections in 2018?

En premier lieu, l'évolution politique et le positionnement stratégique de l'Union Européenne après le Brexit : la sortie de la Grande Bretagne de l'Union européenne signifie l'éloignement d'une puissance politique et militaire de premier plan et donc, aux yeux d'acteurs tels que la Russie, une fragilisation potentielle de l'UE dont Moscou pourrait être tentée de profiter.

Deuxième point susceptible de conditionner la forme du dialogue à venir entre l'UE et la Russie : la place et le rôle que joueront les Etats-Unis dans l'après Obama sur le continent européen. Les incertitudes sur ce point sont nombreuses d'une part eu égard aux différences d'appréciations et de perception de l'UE et de la Russie par les deux principaux candidats à la présidence américaine, d'autre part car objectivement, l'Asie et plus précisément la Chine constitue une question d'intérêt majeure pour les Etats-Unis, qui risque de voler la vedette à l'espace européen dans le cadre d'un rééquilibrage mondial du positionnement de la puissance américaine.

Ce rééquilibrage tant de fois évoqué ne se produira cependant pas du jour au lendemain dans la mesure où il se fera sans doute à l'aune de la recomposition des alliances ou plutôt des rapprochements en cours sur le théâtre européen, susceptibles de peser plus globalement sur les équilibres au Moyen-Orient. On peut penser ici plus particulièrement au rapprochement très médiatisé entre Moscou et Ankara à l'occasion de la visite du président Erdogan à Saint-Pétersbourg le 9 août 2016.

Fondamentalement, ce rapprochement (davantage qu'une alliance) relève de l'opportunité. En froid avec l'occident et surtout les Etats-Unis pour des raisons diverses, Russie et Turquie ont besoin l'une de l'autre pour des raisons tactiques, sans, par ailleurs, rien avoir à craindre à court terme de leurs objectifs respectifs. Pour concrétiser son rêve de puissance militaire durable en Méditerranée, Moscou sait qu'elle ne peut faire face simultanément aux Etats-Unis, aux puissances européennes, à la Turquie maîtresse des détroits. Par ailleurs, contrairement aux années 90, Moscou ne craint plus, du moins pour l'heure, l'activisme d'Ankara sur son flanc sud. Mieux, par ce rapprochement encore une fois tactique, Moscou enfonce un pieu dans l'OTAN. De son côté Ankara, en froid avec Washington, particulièrement depuis le putsch avorté, considère le Kremlin comme un allié de circonstance lui permettant de gagner en autonomie stratégique dans la région.

Enfin et peut-être surtout, le dialogue entre la Russie et l'UE dépend principalement de l'évolution politique à venir de la Russie elle-même. Quelle normalisation pour l'Ukraine ? La Russie jouera-t-elle la carte de la stabilité dans les Balkans ? Comment réagira-t-elle aux

décisions prises par les 28 membres de l'Alliance à Varsovie ? Surtout, Vladimir Poutine sera-t-il reconduit dans ses fonctions à l'issue de la prochaine élection présidentielle prévue en 2018 ?